

L'ouvrage « Sécession du Sud-Soudan : dangers et opportunités » contient treize contributions réparties en trois chapitres. Le premier s'intéresse aux prémisses de la discorde, le deuxième chapitre regroupe les différentes contributions qui évoquent les effets extérieurs, sous l'angle de l'ingérence, tandis que le troisième est consacré aux résultats et aux défis auxquels le Soudan et la région doivent faire face, dans la mesure où cette sécession n'est, aux yeux des auteurs, que le début d'une nouvelle ère, un processus d'émiéttement « qui ne fait que commencer ».

Les auteurs semblent être unanimes sur l'importance stratégique du Soudan (Nord et Sud), non seulement pour la région arabe, mais également pour l'Afrique entière. Cela explique l'intérêt de ce livre dont les auteurs partagent un souci intellectuel et une sensibilité pour des questions liées au devenir de la région menacée par des conflits récurrents. Ils considèrent que les défis sont doubles, ceux auxquels les deux États (après la sécession) doivent faire face et ceux qui relèvent de l'ordre sécuritaire dans la région. En effet, l'État naissant au sud est déjà menacé par l'absence d'un minimum de conditions de viabilité, et cette fragilité pourrait le pousser à la satellisation par des puissances extrarégionales ; cela semble évident du moment qu'il doit prendre en considération des choix politiques indissociables des raisons qui l'ont poussé à faire sécession.

Du côté du Soudan nord menacé par des guerres sur la marge au Darfour à Kordofan et dans la région du sud du Nil bleu, les défis sont multiples ; les contributions ont mis l'accent notamment sur les incidences économiques après la perte de la partie sud qui contient les trois quarts de la richesse pétrolière que le Soudan produisait et exportait au cours des dix dernières années. Plus encore, la réussite de cette séparation peut inciter d'autres territoires à l'autonomie, comme le Darfour lui-même, et sans doute les territoires au sud du Nil bleu et les monts de la Nouba dont les représentants locaux mènent un combat contre le gouvernement central de Khartoum. Il y a bien entendu d'autres problèmes notamment celui de la dette, les frontières entre les deux États, la région de Abiaï, et la question de la nationalité qui se pose pour les habitants du Sud originaires du Nord et les citoyens du Sud qui viennent du Nord.

Un pays à la croisée des chemins

Avant d'évoquer la sécession comme résultante d'un parcours historique, les travaux regroupés dans la première partie s'intéressent à la situation qui prévalait au Soudan bien avant la scission. Les auteurs abordent la situation dans le pays à partir de plusieurs entrées : les élites, le religieux, le culturel, l'échec dans la gestion des différences, ainsi que le rôle des pays arabes dans cette crise.

Le Soudan face aux dissidences

Mustapha Medjahdi

Ouvrage collectif : *Sécession du Sud-Soudan : dangers et opportunités*, Éditeur : (Arab Center for Research and Policy Studies), Centre arabe de recherche et d'étude des politiques, première édition 2012, 470 pages, ISBN 978-9927-4003-1-5, en langue arabe, prix 16 dollars

C'est ainsi qu'El Nour Hamad, auteur de l'article : « Sécession du Sud-Soudan : vue d'ensemble au seuil du changement» consacre une grande partie à la question culturelle. Pour lui, celle-ci est extrêmement importante, le danger résidant dans la politisation de l'identité dans une société qui regroupe un grand nombre de groupes sociaux, de différentes a p a r t e n a n c e s ethniques, africaines et arabes, en sus de la multiplicité des langues, des croyances

et des pratiques religieuses. C'est ce qu'Abdellah El Fekki Bachir explique dans sa contribution : « L'échec dans la gestion de la diversité ». Il s'appesantit sur l'exploration du processus historique qui a conduit à cette pluralité ethnique, avant qu'elle ne devienne une réalité vécue au quotidien. Le danger ne relève pas de l'existence de cette diversité qui peut être, pour plusieurs raisons, perçue comme une richesse, mais dans l'échec de la gestion de ces différences. Si El Fekki a accordé beaucoup d'importance à l'histoire qui concerne la gestion de cette pluralité au Soudan depuis 1956, El Nour Hamad impute, quant à lui, l'échec au régime, ce qui semble évident du moment que l'auteur faisait partie de cette élite soudanaise qui voyait dans l'arrivée d'un militaire au pouvoir une réussite. Cette dernière était portée par le rêve, elle espérait reproduire au Soudan la belle histoire égyptienne de l'époque de Djamal Abde-Nasser.

Sa critique ne s'arrête pas là, il décrit aussi une scène caricaturale à l'issue de la séparation où on voit le régime annoncer la fête pour la population du nord, sous prétexte qu'avec la séparation rien « n'empêche maintenant l'application de la Chariâ ». Ceci pour montrer comment le dogmatisme religieux, dans lequel le régime s'est enfermé, peut mener à une telle inconscience.

La dissidence : les effets de l'environnement arabo-africain

Sur la question du rôle des pays arabes, peu soucieux de l'importance géostratégique du Soudan et les dangers que peut faire peser sa fragmentation sur la région (arabe et africaine), le constat est qu'au niveau des discours politiques, il y a une reproduction des

visions hégémoniques vis-à-vis du Soudan. Selon El Nour Hamad, une partie de l'élite égyptienne est restée prisonnière de la tendance coloniale de l'époque Khedioui, et elle n'est pas parvenue à renouveler ses attitudes et ses approches bien que les donne aient changé, et que la région soit caractérisée par un contexte nouveau. Ces effets paradigmatisques, qui reproduisaient des visions anciennes, ont fait oublier le plus important, les conséquences néfastes

de l'émiéttement du Soudan non seulement sur ses deux États, mais sur toute la région arabe et africaine.

Sur le plan identitaire, le discours dominant des élites arabes n'était pas sans danger sur ce pays, dans la mesure où elles considéraient le Soudan comme pays exclusivement arabe et occultait dans ses discours les autres composantes africaines. Cela amenait les citoyens, qui ne se considéraient ni arabes ni musulmans, à se sentir étrangers dans leur propre pays. Ce discours, qui plaisait au régime en place, cachait la diversité qui, à défaut d'être bien gérée, générât des mécontentements, et par conséquent des révoltes. Abdelouahab Al Afendi, dans sa contribution : « Les Arabes et le Sud du Soudan entre l'absent et le négatif », explique de manière plus détaillée l'intervention des pays arabes dans la question soudanaise. Il critique ce rôle qui a pris deux formes, une absence totale ou bien une intervention négative par laquelle certains régimes arabes ont choisi de régler leur compte avec le régime soudanais sans se soucier de l'avenir du pays et de la région. C'est ainsi que certains passages invitent à une nouvelle pensée en ce qui concerne la manière par laquelle l'intervention doit se faire dans des pays où cohabitent des Arabes avec d'autres appartenances qui, selon l'auteur, doit être refléchie et positive. Idjjal Raafat, dans son texte : « Conséquences de la naissance de l'État du Sud sur la situation à l'intérieur et sur les pays de la région », met l'accent, non seulement, sur les migrations incontrôlées dans la région, mais encore sur les incidences sur l'unité de l'Éthiopie, et sur l'économie du Kenya. Il réserve aussi une partie importante de l'analyse à la fameuse

question de l'eau et là, il imagine un certain nombre de scénarios possibles que pourrait connaître la situation à l'avenir, et cela bien entendu suite aux changements qui ont touché le Soudan.

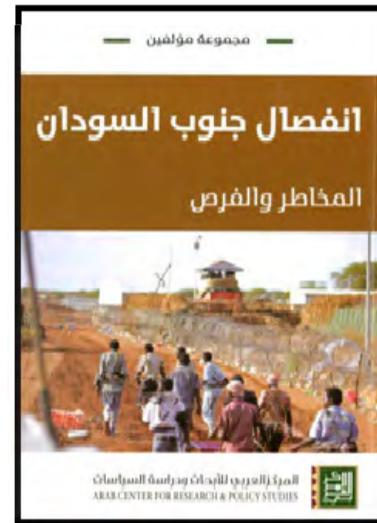
Centre et périphérie des relations menacées

La crise soudanaise, aux yeux des auteurs, ne peut être analysée sans prise en considération des rapports entre le centre et la périphérie. La première application de cette distinction entre les deux concerne les pays arabes eux-mêmes, puisqu'il est fait la distinction entre ceux qui occupent le centre (il s'agit des pays ayant des frontières avec d'autres pays arabes seulement), et les autres, ceux qui se situent à la périphérie comme le Soudan et la Mauritanie, par exemple. Ces États s'étendent géographiquement dans des aires différentes et regroupent, par la nature de leur situation géographique, des ethnies, des cultures différentes, sans oublier d'autres différences liées aux questions linguistiques et religieuses. Cette relation ne peut pas fonctionner, selon les auteurs, de manière normale sans une compréhension mutuelle de part et d'autre (pays arabes et pays africains) des enjeux auxquels ces pays sont confrontés et sans élargir le sens du dialogue et d'inter-culturalité avec les pays limitrophes comme l'Érythrée, l'Éthiopie, le Sénégal, le Mali, le Cameroun, le Niger, et le Tchad.

La deuxième entrée, relative à la dualité centre/périphérie, prend une autre signification. Il s'agit en fait des rapports entre le centre et la périphérie à l'intérieur du pays lui-même. C'est ainsi que les contributions incitent à repenser l'État dans son rapport avec la gestion de ses régions, celles qui se situent au centre et les autres dans la périphérie, aux différences et divergences qui existent à plusieurs niveaux et qui sont liées aux questions culturelles, et aux différences ethniques, religieuses et linguistiques. Et si ces éléments paraissent, pour les auteurs, extrêmement importants, c'est parce qu'ils sont devenus l'objet de conflits récurrents en Afrique et dans le Monde Arabe. Pour eux, l'échec dans la gestion de ces différences se pose comme problème primordial, et la sortie de la crise du Soudan avec un minimum de dégâts exige un fondement nouveau basé sur l'égalité et la justice dans la distribution du pouvoir et de la richesse entre les régions du centre et ceux de la périphérie. Le défi pour vivre ensemble dans un État uni dépend de la disparition du sentiment d'injustice en matière de distribution de la richesse et du pouvoir, et c'est ce sentiment d'ailleurs qui a déclenché la guerre au Sud.

Effets de l'ingérence

L'éclatement du pays s'est fait « de manière limpide et dans une légitimité incontestable » du moment qu'il s'agit de l'application d'un droit absolu, le droit des habitants du Sud à l'autodétermination, ce qui a été accepté par les deux protagonistes (du Nord et



du Sud) lors des accords de Naivasha (signés au Naivasha, Kenya le 09 janvier 2005) pour la paix au Soudan et qui ont mis fin à la plus longue guerre civile entre le Nord et le Sud du Soudan. L'annonce de la sécession du Sud fut déclarée au moment où les manifestations en Égypte revendiquant le départ du régime Moubarak étaient à leur paroxysme. Ce constat amène El-Nour Hamad à faire le rapport entre les événements en Égypte et l'application des accords de « Naivasha 2005 ». Il pointe du doigt l'administration américaine, qui elle-même, soutenait le régime Moubarak et menait en même temps le gouvernement du « Salut » soudanais, les yeux fermés, à la signature et l'application des accords sur la séparation. Cette dernière, aussi limpide qu'elle apparaissait au début, ne mène pas aux résultats escomptés, mais plutôt directement aux conflits armés à cause des questions de frontières, de pétrole (dont 75% revient au Sud) et des droits des populations au Sud originaires du Nord et ceux du Sud qui vivent au Nord après la dissidence. Même si les accords de Naivasha ont réussi à éteindre le feu de la guerre entre le Nord et le Sud, ils ne demeurent pas moins sans danger. Ils n'ont pas seulement divisé le Soudan en deux parties, ils ont enclenché un processus grave en encourageant les rebellions et les revendications séparatistes. Ils ont propagé une conviction que seules les armes sont en mesure de procurer le pouvoir, l'égalité et la justice dans la distribution des richesses, seules les armes garantissent une patrie et une vie meilleure.

Il est clair que l'administration américaine a joué un grand rôle dans les accords de paix et Israël a soutenu ce processus pour en tirer les bénéfices liés à l'exploitation des eaux et aux rapports de forces dans la région. Des contributeurs comme Amani El-Taouil dans : « La position américaine vis-à-vis du Soudan : trajectoires de réactions et nature des plans », et Mahmoud Moharib dans : « L'intervention d'Israël au Soudan » se sont penchés sur cette question. L'idée centrale des contributions est que l'ingérence et l'intervention étrangère qui sert les projets et les intérêts des pays étrangers ne réussissent que s'ils trouvent un milieu propice, c'est à dire un milieu caractérisé par des conflits internes auxquels aucune

solution adéquate n'a été suggérée et appliquée pour la concorde nationale.

L'analyse est entamée à travers deux entrées, la première repose sur l'arrivée du Front national islamique au pouvoir, tandis que la deuxième prend en considération le cours des événements historiques internationaux, notamment depuis l'arrivée des Américains d'origine africaine aux postes de responsabilités au sein de l'administration américaine et l'intérêt que portent ces derniers à l'Afrique. C'est à partir de là que la relation entre l'administration américaine et le Mouvement populaire de la libération du Soudan qui adoptait le projet de la séparation a connu un changement qualitatif. Tel projet que le comité du Congress pour l'Afrique a non seulement soutenu mais qu'il a encore élargi à la reconnaissance du droit à l'autodétermination pour d'autres régions « considérées comme marginalisées ». C'est ce sentiment de marginalisation qui a permis au leader du Front populaire John Garang de gagner des voix pour la cause et d'intégrer le plus grand nombre sous l'égide du Front (notamment dans les régions au sud du Nil bleu et les Monts du la Nouba).

Dans ce contexte beaucoup d'éléments et d'évènements jouaient contre le régime central au Soudan notamment l'impact qu'a eu l'attentat contre le président égyptien « Moubarak » en Éthiopie et qui a fini par l'inscription du Soudan sur la liste des pays qui soutenaient le terrorisme. L'embargo économique imposé par l'administration, à l'époque du président américain Bill Clinton, a affaibli le pays et a poussé les leaders du Soudan, sous l'effet des conséquences économiques à mettre fin à la guerre et à accepter les négociations qui déboucheront sur la sécession du Sud du Soudan. On n'oublie pas, bien entendu, les attentats contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya qui semblaient constituer un avertissement pour le régime soudanais soupçonné et accusé d'avoir une main dans l'effervescence qui caractérisait la région. On se rappelle aussi l'attaque contre l'usine de la production des médicaments à Khartoum, accusée de produire des armes chimiques sans aucune preuve tangible. Les Américains ont joué un rôle important aussi dans les négociations

de la paix et la mise en œuvre des procédures qui conduiront droit vers la scission. L'évolution de la situation de la guerre du Darfour a abouti à la mise en place de la Cour internationale et cela en faveur des sudistes qui bénéficient d'une supériorité démographique et numérique relative. Cela s'aggrave avec la nature du pacte fragile qui liait les deux parties en conflit, favorisant ainsi la séparation et non pas la conciliation.

Dans la sixième partie de l'ouvrage, Mahmoud Mouharib, met en exergue l'intervention des Israéliens dans ce conflit. Il confirme que les contacts qui existaient déjà ont connu une évolution après 1954 entre le parti de la Nation (El Oumma) et Tel Aviv. Selon l'auteur, une réunion (arrangée par les services secrets britanniques) a permis le contact entre des représentants de ce parti et des responsables du côté israélien, comme le signalait le premier ministre israélien dans ses mémoires, ce qui peut être compris comme continuité de la relation aux plus hauts niveaux entre les deux parties, et qui explique pourquoi le parti de la Nation a bénéficié de l'aide financière de Tel Aviv sous forme de prêts après la rencontre avec Sadek El Mahdi. L'auteur signale aussi la densité des communications entre les deux parties à l'heure de l'attaque contre l'Égypte en 1956 tandis que les contacts avec les rebelles du Sud n'ont commencé qu'en 1963. C'est à partir de cette date qu'Israël commence à fournir des armes aux séparatistes et de l'aide pour qu'ils puissent consolider leur position face au régime central. Bien entendu, l'émettement du Soudan permettra à Israël de mettre un pied sur le territoire du Nil. Les interventions, comme le confirme Madoui Tourabi, dans la

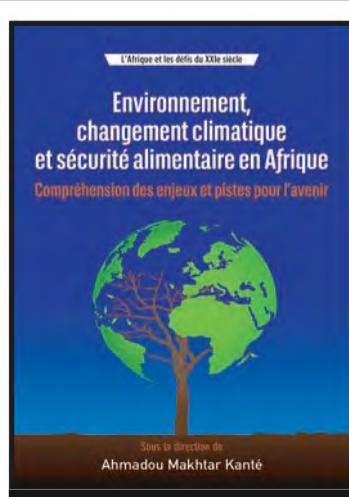
huitième partie, visaient « le contrôle et la mainmise sur les parties du conflit et permettaient de paralyser le Soudan qui représente un risque stratégique potentiel pour Israël, les États-Unis d'Amérique et pour l'Europe ».

Le retour à l'unité est-il possible ?

Malgré sa reconnaissance du droit à l'autodétermination et à la séparation aux habitants du Sud, Chafi Khodr, l'un des contributeurs de cet ouvrage, ne considère pas l'évènement comme une fin de l'histoire. Si cette séparation s'est réalisée aujourd'hui, un autre épisode peut intervenir et réunir les deux parties. Il rappelle la chute du mur de Berlin qui a réuni les Allemands. Toutefois, cela n'est possible que si les deux parties inscrivent leurs relations bilatérales dans un projet commun qui sert l'intérêt des deux peuples, un projet caractérisé par le bon voisinage, l'arrêt de toute forme de violence et de discours de la haine, assurer le droit à la mobilité, la résidence, le travail et le droit à la propriété, en somme réunir toutes les conditions favorables à une vie commune dans la paix et la sécurité. « Reconstruire un Soudan uni est toujours possible, la balle est dans le camp des porteurs du projet d'un Soudan nouveau, les grandes idées ne meurent pas, même si la mort emporte les grands hommes ». Les chances sont là, même si cela paraît être un rêve lointain, les sudistes en baptisant le nouvel État « État du sud de Soudan » veulent dire qu'une unité est toujours possible. Toutefois, est-il possible que les deux peuples déclenchent une révolution contre les concepts et les discours qui nourrissaient et alimentaient la haine ayant conduit à la séparation?

Bibliographie

- Conchiglia, Augusta, « Ingérences et manipulations au Soudan », *le Monde Diplomatique*, mars 2013. <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/03/CONCHIGLIA/48830>, consulté le 12/12/2014.
- Blaise, Noémie, *Darfour : enjeux du conflit & Réactions de la Communauté internationale*, Éditions universitaires européennes, 2013.
- Raimbaud, Michel, *Le Soudan dans ses états*, Karthala, Paris, 2012.
- De Tonquédec, Pierre, *Face au Darfour*, Edition Lavauzelle, France, 2010.
- « Sud-Soudan, conquérir l'indépendance, négocier l'État », *Politique africaine*, n° 122, 20 juillet 2011.



Environnement, changement climatique et sécurité alimentaire en Afrique

Compréhension des enjeux et pistes pour l'avenir

Ahmadou Makhtar Kanté

Ce volume contient des contributions portant sur les questions environnementales et climatiques traitées à l'aune de critères sociologiques, économiques, politiques, juridiques et éthiques. Chacun des intellectuels, à sa manière, a montré que pour inquiétants qu'ils soient, les enjeux environnementaux et climatiques opèrent comme une opportunité encore faiblement exploitée par les acteurs de la pensée afro optimiste. Nul doute que le lecteur se rendra compte que ce livre témoigne de la façon dont des intellectuels africains du XXI^e siècle portent le souci de l'environnement et du changement climatique et comment ils explorent des pistes de réflexion critique pour un sursaut adapté et des réponses durables pour une Afrique moins émettrice de désespoir et plus résiliente.

ISBN : 978-2-86978-606-6

Pages : 164